



OBSERVATOIRE
géopolitique de
l'Indo-Pacifique

LA FRANCE EST-ELLE CONTRIBUTRICE NETTE À LA SÉCURITÉ EN MÉLANÉSIE ?

Raihaamana Tevahitua / Assistant de recherche

Novembre 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Raihaamana Tevahitua / Assistant de recherche

Raihaamana Tevahitua est diplômé en Géopolitique et en Droit public. Son intérêt porte notamment sur la para-diplomatie ultra-marine, le développement insulaire, la préservation de l'environnement, les avancées technologiques, la sécurité multiforme et la compétition stratégique. Il aspire à soutenir les intérêts de la Polynésie française en Indo-Pacifique.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire, co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS et **Éric Mottet**, directeur de recherche à l'IRIS et professeur à l'Université Catholique de Lille, s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, professeur à l'Université catholique de Lille

La stratégie indo-pacifique de la France repose en partie sur ses collectivités d'outre-mer et particulièrement sur la Nouvelle-Calédonie. Cette dernière est rattachée à la Mélanésie, la sous-région d'Océanie aux terres les plus peuplées, étendues et productives. Ces archipels océaniques sont également les plus crisogènes (conflit séparatiste ou ethnique) et les plus stratégiques pour la défense orientale de l'Australie (arc mélanésien), partenaire clé de la France *in situ*. Mais, aux puissances de la région indo-pacifique, le président Macron préfère rendre visite en juillet 2023 au Vanuatu et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée¹ (PNG), après un arrêt en Nouvelle-Calédonie. Un déplacement hautement symbolique, sans doute motivé par le souci de rallier le soutien de ces pays du Sud micro-insulaires aux côtés de la France et d'y freiner l'expansion de l'influence chinoise. Si ce n'est pour prévenir le soutien à l'indépendance calédonienne² ou encore neutraliser le différend territorial avec le Vanuatu³.

Dépassés par l'ampleur de leur domaine maritime et limités par leur moyen budgétaire, les États mélanésiens s'en remettent pour la plupart à la coopération sécuritaire avec leurs voisins mieux équipés, incluant l'Australie et la France. Comme les autres États insulaires de la région océanique, ils souscrivent à la Déclaration de Boe⁴ de 2018, qui promeut une conception élargie de la sécurité régionale. Cela comprend la sécurité humaine (humanitaire, économie, santé) et la sécurité environnementale (climat, ressources naturelles). En premier chef, le changement climatique y est spécifiquement élevé au rang de menace existentielle. Au reste, ces États de Mélanésie sont également confrontés⁵ aux menaces posées par les crimes transnationaux, la pêche illégale non déclarée et non règlementée, les épidémies, les troubles sociaux (« terrorisme » en PNG) et même la « calamité politique ».

C'est précisément à la faveur des dernières émeutes à forte connotation antichinoise en Océanie que le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Chinois a déclaré le 28 novembre 2021 que « (l) a Chine prendra toutes les mesures nécessaires pour préserver la sécurité et les droits et intérêts légitimes des citoyens et institutions chinois aux Îles Salomon ». En laissant présager la mise en place d'un premier point d'appui chinois dans la région suite à plusieurs échos (Tulagi, Espiritu Santo, Kanton), la signature d'un accord de coopération entre la Chine et les Îles Salomon (31 mars 2022) a eu pour effet de surenchérir

¹ Cette visite est une première pour un président français dans des États insulaires indépendants d'Océanie. Elle s'effectue avant son homologue américain, mais après le Premier ministre indien, cette même année et déjà en 2014.

² Siégeant au Vanuatu, le Groupe fer de lance mélanésien a été initié en 1988 en soutien à l'indépendance calédonienne. Avec son appui, le Front de libération nationale kanak et socialiste, cherche à contester la tenue du référendum d'auto-détermination de 2021 devant la justice internationale (entretien de l'auteur avec Pierre-Christophe Pantz).

³ Nic Maclellan, *Oceanic Diplomacy - The Kéamu Accord Kastom and Maritime Boundaries*, Discussion Paper, Department of Pacific Affairs, Australian National University, 2022/04

⁴ *Boe declaration on Regional Security*, Pacific Islands Forum, 5 septembre 2018.

⁵ *The Melanesian Spearhead Group Security Strategy 2023-2028*, MSG Secretariat, 13 juin 2023.

l'engagement d'autres puissances, dont les États-Unis, dans la région⁶. Pour ceux-ci, contrer l'influence multidimensionnelle de Pékin est un des axes majeurs de leur stratégie Indo-Pacifique (IP).

Pour sa part, avec sa démarche Indo-Pacifique, recentrée sur le double volet climat et défense⁷, la France souhaite jouer un rôle stabilisateur dans la région. À l'aune de ses réalités capacitaires établies en Nouvelle-Calédonie, dans quelle mesure participe-t-elle à la création de valeur sécuritaire en Mélanésie ? Comment cette ambition est-elle perçue parmi les îliens ? À partir de divers entretiens et conférences début octobre 2023 en Nouvelle-Calédonie et au Vanuatu, avec notamment des représentants des Forces Armées en Nouvelle-Calédonie (FANC) et du Centre de Fusion du Pacifique⁸, la présente note tente de répondre à ces deux interrogations.

UN PARTENAIRE DE SOLUTIONS

Un grand nombre d'acteurs institutionnels civils et militaires sont engagés par l'État français dans l'accompagnement de l'intégration sous-régionale de la Nouvelle-Calédonie. Ils y organisent des actions dans le domaine sécuritaire, sous forme de développement préventif et de soutien réactif à la fois.

L'appui à la résilience insulaire

Outre l'exposition routinière aux phénomènes telluriques de la Ceinture de feu, la Mélanésie tient lieu à sa manière de sentinelle du dérèglement climatique. Même si cette sous-région risque moins d'être engloutie que d'autres, elle reste toutefois confrontée à l'acidification des mers (PNG), l'intensification des cyclones (Vanuatu) et la sécheresse (Nouvelle-Calédonie). Tout cela ne va pas sans répercussion sur la sécurité hydrique, alimentaire et sanitaire, et grève par là même les caisses publiques. Cela pourrait également se traduire par des flux migratoires⁹ internes et dans les pays environnants créant de l'instabilité politique liée à la question de l'accès aux terres habitables et cultivables.

⁶ Patricia O'Brien, *What to Expect From the 2nd US-Pacific Islands Summit*, The Diplomat, 22 septembre 2023.

⁷ Jérémy Bachelier & Céline Pajon, *Pour une posture stratégique pragmatique*, Focus stratégique, Études de l'IFRI, n° 117, octobre 2023.

⁸ En cours d'opérationnalisation, le *Pacific Fusion Center* est situé au Vanuatu et est financé par l'Australie. Ce centre propose des synthèses d'analyses stratégiques au profit des États membres du Forum des Îles du Pacifique (FIP).

⁹ *The Melanesian Spearhead Group Security Strategy 2023-2028*, MSG Secretariat, 13 juin 2023.

Devant le défi climatique, le président Macron¹⁰ a réitéré, lors de sa récente venue en Océanie, son désir de mettre fin à l'usage des énergies polluantes. Quant à la préservation de l'environnement, il a ajouté vouloir faire cesser l'utilisation du plastique et instaurer un moratoire, si ce n'est suspendre l'exploitation minière des grands fonds marins. En PNG, il a lancé un plan de sanctuarisation de la forêt primaire contre rémunération. Par ailleurs, il s'est joint au Vanuatu pour lancer l'appel d'Ifira afin d'orienter davantage de financements vers les pays les plus climato-sensibles. Il a notamment annoncé le quintuplement des fonds¹¹ de l'Agence française de développement (AFD) pour la région, soit 200 millions d'euros sur les 4 prochaines années, dont la moitié en dons.

Cette aide publique au développement est avant tout destinée au soutien des engagements climatiques des pays partenaires¹² de l'accord de Paris de 2015 dans le cadre de l'initiative Kiwa. Elle laisse les grands projets d'infrastructures, compatibles dans l'idéal avec le changement climatique, notamment celles de défense et la préservation environnementale, aux investisseurs prédominants¹³. L'aide est également mise en oeuvre à travers la coopération d'organismes de recherche français. Un objectif de cette diplomatie du développement étant de renforcer les structures scientifiques des pays bénéficiaires.

Parmi ses programmes régionaux, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) conduit le *Pacific Path* sur la co-construction avec les communautés locales d'une stratégie de gouvernance marine. Avec CLIPSSA¹⁴, l'IRD vise à faire la synthèse entre savoirs autochtones pour s'adapter aux phénomènes naturels, et capacité scientifique française pour en anticiper les évolutions. Ainsi, prédire le parcours des rejets volcaniques au Vanuatu, permettrait d'éviter des relogements mal pensés, au risque sinon d'occasionner des perturbations dans la vie des communautés locales¹⁵.

La diplomatie militaire française

Les Forces armées de Nouvelle-Calédonie (FANC) se trouvent au cœur de la protection des intérêts nationaux et limitrophes en Mélanésie. Elles couvrent diverses missions dont l'évacuation sanitaire, la recherche et le sauvetage (Search And Rescue), la lutte contre les incendies et la pollution. La nouvelle loi de programmation militaire d'août 2023 prévoit

¹⁰ *Discours du Président de la République Emmanuel Macron au Vanuatu, L'Élysée, 27 juillet 2023.*

¹¹ Bien que, la part individuelle de chaque pays bénéficiaire, soit loin de constituer une alternative à l'offre de la Chine.

¹² La Calédonie est de loin la première émettrice par habitant de l'Océanie (19,1 tonnes de CO2 en 2021), du fait en partie de ses deux usines pyro-métallurgiques qui tournent aux énergies fossiles.

¹³ La technique de poldérisation chinoise développée dans les îles Spratleys (en mer de Chine du Sud), déjà mise à l'épreuve des éléments, pourrait-elle à terme aider les États insulaires à surmonter la montée du niveau de la mer ?

Christopher PALA, *Kiribati's president's plans to raise islands in fight against sea-level rise, The Guardian*, 10 octobre 2020.

¹⁴ Climat du Pacifique, Savoirs locaux et Stratégies d'Adaptation.

¹⁵ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

d'ajouter 200 militaires aux 1500 déjà en poste, et d'investir 150 millions d'euros en équipements de dernière génération. Néanmoins, cette loi ne va pas accroître le volume en équipement. On peut aussi constater l'absence de navire-hôpital dans la stratégie française de défense en Indo-Pacifique, bien que les bâtiments de Projection et de Commandement (5BPC) de type Mistral régulièrement déployés sur le théâtre remplissent cette fonction.

Or, face à un contexte de plus en plus dégradé par le changement climatique, les unités de sécurité civile se retrouvent le plus souvent dépassées et par ricochet, les forces militaires risquent d'être sur-sollicitées¹⁶. Ce qui pose la question de l'arbitrage en cas de simultanéité de catastrophes et/ou d'archipels touchés (incluant des territoires français). Les limites voire l'incapacité d'un soutien militaire de la France en faveur de ses propres collectivités, alimenterait inmanquablement la rhétorique indépendantiste¹⁷ sur le rapport désiré à la République française.

Au besoin, les FANC peuvent compter sur le partage de moyens en hommes et en équipements avec leurs homologues de Polynésie française, stationnés à 4000 km -distance équivalente à la largeur de l'Atlantique- et des renforcements de la métropole (groupe aérien d'attaque, aéronaval¹⁸ ou amphibie). Faute de capacités d'accueil durable outre-mer, certains moyens pourraient être pré-positionnés afin d'en faciliter la projection. Par exemple les pièces de rechange de Rafales, suivant le concept d'*Agile combat employment* de l'US Air Force.

Mais ce qui prime, c'est surtout la coopération avec les partenaires¹⁹ régionaux. À cet égard, le chef de l'État français a évoqué la création d'une « Académie du Pacifique²⁰ ». Les FANC participent à des exercices réguliers d'interopérabilité (Talisman Saber, Pitch Black, Kakadu) avec l'Australie, premier acteur de la sécurité régionale. Elles sont mobilisées en opération d'assistance post-catastrophe naturelle (accord FRANZ) et de surveillance des pêches dans les ZEE mélanésiennes (*Pacific Quadrilateral Defence Coordinating Group*). Chaque force apporte des capacités propres²¹. Ainsi un petit bâtiment français passe là où un navire australien ne le

¹⁶ Conférence-débat, *Les armées face aux changements climatiques : quelle résilience ? Quelle responsabilité ?* IRIS, YouTube, 26 avril 2023.

¹⁷ Marine de Guglielmo Weber & Al., *Changements climatiques et foyers de conflits dans le monde*, Note de l'Observatoire Défense & Climat, IRIS, mai 2023.

¹⁸ La France se prévaut de compter parmi les rares pays à pouvoir déployer ses bâtiments stratégiques au long cours et sur une longue durée, tandis que la Chine n'y parviendrait pas encore pour l'instant.

¹⁹ Toutefois la France se garde d'adhérer à certains groupements sous égide américaine (AUKUS, QUAD, *Partners in the Blue Pacific*) qu'elle estime trop confrontationnels par rapport à la Chine. Au risque néanmoins de se retrouver isolée plutôt qu'indépendante. Céline PAJON, *La visite d'Emmanuel Macron dans le Pacifique vise à redéfinir une légitimité ébranlée*, Le Monde, 24 juillet 2023.

²⁰ À l'image de l'*Australia Pacific Security College*. Discours du Président de la République à Nouméa, Élysée, 26 juillet 2023.

²¹ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

peut. Enfin, les FANC ont mis en place un séminaire régional des garde-côtes en 2021, toujours dans l'optique d'agencer la protection des espaces maritimes.

Emblème de coordination, l'exercice bi-annuel Croix du Sud en Calédonie favorise la conduite à plusieurs agences (18 pays, 2000 militaires en 2023) d'opérations tactiques de *Humanitarian assistance and disaster relief* (HADR). En mars 2023, 2 cyclones consécutifs ont frappé le Vanuatu. Les secours ont été orchestrés avec les partenaires du FRANZ (en grande partie l'Australie, la Nouvelle-Zélande ayant à gérer les conséquences d'un autre cyclone meurtrier sur son propre territoire). Par la suite d'autres acteurs, mais sans coordination avec les FANC, ont aussi contribué à acheminer de l'aide humanitaire, tels les États-Unis, Fidji, le Japon, et la Chine 2 semaines plus tard. Avant d'acheminer des moyens d'urgence disponibles en Calédonie, des vols de reconnaissance ont permis²² d'évaluer rapidement les besoins humanitaires, au lieu d'attendre le rétablissement des communications.

L'ajout d'un drone sur les Patrouilleurs d'Outre-Mer (POM) s'inscrit justement dans cette optique de profondeur. Dans un contexte de développement de marines modernes²³, le premier des deux POM a été livré à la Calédonie. Avec ses 1300 tonnes, il est 3 fois plus lourd que son prédécesseur²⁴, et a plus de capacité d'emport de matériel humanitaire. Malgré cela, il pourrait naviguer 2 fois plus vite, et cette réactivité devrait permettre à la France d'arriver en premier²⁵, dans la « course » à l'assistance. Au demeurant, ce patrouilleur a 30 jours d'autonomie sans ravitaillement en carburant, grâce à une motorisation hybride modulable selon l'activité du moment, qui permet d'atteindre un rayon d'action d'environ 10 000 km. Il lui serait dès lors facile de couvrir l'axe Tonga-PNG dans sa zone de responsabilité.

UN PARTENARIAT DISCUTÉ

Face à des responsables mélanésiens parfois circonspects, les stratèges de la conception Indo-Pacifique de la France ne pourront faire l'économie d'une réflexion sur l'empreinte militaire française, ni sur sa capacité à entretenir et défendre la stabilité et la prospérité en Nouvelle-Calédonie et dans son environnement proche.

²² Il est envisagé de développer des partenariats sur le long terme afin de gagner du temps, placer de nouveaux stocks d'urgence de la Croix-Rouge française, former et équiper la sécurité civile locale.

²³ Interview de Marianne Péron-Doise, *Les espaces maritimes, nouveaux territoires de la sécurité internationale*, *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, N°68, 29 juin 2022.

²⁴ Au lieu de les couler dans un lagon protégé pour en faire une attraction touristique, les anciens navires militaires seront démantelés, avec l'ambition de développer une filière locale, alors que le parc de plaisance locale est vieillissant.

²⁵ La Chine prévoit à travers sa Vision de co-développement avec les Pays insulaires du Pacifique (mai 2022), la création d'un centre de coopération en matière de préparation aux catastrophes, et le placement de réserves de fournitures d'urgence : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/202205/t20220531_10694923.html

L'acceptabilité locale d'un renforcement militaire

À la vue des revers de la stratégie militaire française au Sahel, qui pourraient amorcer sur le temps long un redéploiement de troupes vers l'Indo-Pacifique, les opérations de communication de l'armée vis-à-vis des populations locales gardent plus que jamais leur utilité et leur pertinence. Capitalisant sur les services rendus dans des îles isolées (emploi, sécurisation, évacuation, travaux publics) ou l'ouverture au public d'équipements de pointe en escale (tel l'avion de combat Rafale piloté par un métis Kanak en 2022), l'institution tend à s'attirer l'estime des populations locales.

Mais paradoxalement, le fait d'intensifier les engagements militaires pourrait devenir source d'anxiété et donc de rejet parmi les citoyens informés²⁶. Car au-delà de la volonté de susciter l'intérêt de clients potentiels, de rassurer les partenaires et de décourager des concurrents, tout déploiement dans le haut du spectre pourrait indiquer la préparation à un risque de conflit régional. Le message de présence offert à la population insulaire se télescope avec un autre message, visant des pays périphériques. À *priori*, les territoires français de l'Indo-Pacifique ne sont pas sous la menace d'une invasion armée²⁷, tant que la France arbore une posture d'équilibre. Mais si elle n'est pas alignée, la France est une alliée loyale et ne refusera pas son soutien stratégique aux États-Unis en cas de menace réelle.

Pour contrebalancer cette crainte des territoires français d'Océanie et de leurs voisins insulaires d'être entraînés dans un conflit sans rapport direct avec leurs préoccupations de sécurité propre, la France pourrait contribuer à l'élargissement du champ d'intervention de l'accord FRANZ en y intégrant le domaine de la santé. Ce qui, à l'instar de ce qu'a fait le QUAD²⁸, illustrerait une tendance à l'hybridation de l'emploi de l'outil militaire (garde-côte, douane, science²⁹...) accélérée depuis la Covid 19. Cette tendance est-elle de nature à diluer la crainte d'une « militarisation³⁰ » de la présence française? Elle est clairement à l'œuvre dans l'implication accrue des forces militaires françaises dans la sécurité maritime et environnementale, à l'image de leurs homologues américaines. Le secrétaire général du Forum des Îles du Pacifique (FIP), moteur politique de la région, somme les donateurs de se

²⁶ D'autant que l'armée a pu dans l'histoire francocéanienne être associée avec la colonisation (Évènements, nucléaire).

²⁷ *Discours de rentrée du général d'armée Thierry Burkhard*, chef d'état-major des armées, prononcé le 3 octobre 2023 devant la 31e promotion de l'École de Guerre.

²⁸ Le QUAD ou *Quadrilateral Security Dialogue*, est une plateforme de coordination entre les États-Unis, le Japon, l'Inde et l'Australie, dont le domaine d'action va de la coopération humanitaire, à la défense du droit international dans l'Indo-Pacifique, avant de s'étendre à la sécurité sanitaire et au développement d'infrastructures.

²⁹ Le navire de la Marine nationale Bougainville, destiné au soutien et à l'assistance outre-mer est capable de naviguer dans des zones reculées pour des missions très diverses, y compris l'embarquement de chercheurs qui étudient la biodiversité marine, le climat et les oiseaux migrateurs (témoins de l'arrivée de cyclones).

³⁰ Gabrielle Larricq & Julia Tasse, *Sécurité maritime et sécurité environnementale dans le Pacifique*, in « Les défis de l'Indo-Pacifique », *La Revue internationale et stratégique*, n°129, printemps 2023.

garder de toute manipulation stratégique³¹. Soit, la récupération des objectifs de la Stratégie pour le Pacifique Bleu à l'horizon 2050³², afin d'avancer un agenda géostratégique clivant.

Les pays insulaires, même dotés d'armées comme la PNG, Fidji et Tonga, recherchent et accueillent l'appui des partenaires de sécurité. En même temps, ils redoutent que cela ne se mue en prétexte³³ pour introduire plus d'équipements militaires, dont des unités de marines étrangères. Tandis que l'incidence de la pratique de la pêche sans licence est très faible dans la région et qu'il suffirait de mettre en place des outils de surveillance satellitaires ou embarqués pour y faire face. Dans la même veine, l'augmentation des déploiements sur site de moyens de l'Armée populaire de libération (APL), à l'instar du navire-hôpital *Peace Ark*, ou bien la poursuite d'opérations de type HADR, tendraient à y créer un nouveau standard d'activité³⁴ qui ouvrirait la voie à l'installation d'actifs géostratégiques (base militaire). Une telle évolution enfermerait la région dans un dilemme de sécurité des puissances, où chaque renforcement antagoniste en appellera un autre, tout en se clamant plus légitime.

C'est pour prévenir cette perspective que des hauts responsables métropolitains pointent du doigt le spectre d'une « Chine déloyale » dont il faudrait « prendre conscience³⁵ », ce qui s'avère en décalage avec la posture d'équilibre affichée au niveau mondial. Toujours est-il que contrairement à l'idée reçue de simples spectateurs ballotés par les remous climatiques et géopolitiques, les « gardiens du Pacifique³⁶ » tiennent à défendre leur libre-choix³⁷. Dans la délégation de services de sécurité qu'ils pourraient consentir à des partenaires équipés, ils se tournent vers les meilleures offres, quitte à jouer les uns contre les autres. Ils sont conscients des implications qu'entraînent leurs engagements internationaux et exigent d'être systématiquement consultés³⁸ dans les décisions les concernant.

Le « trésor » de la paix calédonienne

De par son exportation de nickel vers l'Asie orientale, centre de gravité de l'Indo-Pacifique, la Nouvelle-Calédonie constitue le territoire français d'outre-mer le plus prospère par habitant. Pourtant l'industrie métallurgique accumule un déficit prolongé³⁹. La fermeture d'une usine

³¹ Pita LIGAIULA, *Forum SG warns against strategic manipulation by outside states*, Pina, June 27, 2023.

³² À commencer par la cohésion du régionalisme, le développement centré sur l'humain.

2050 Strategy for the Blue Pacific Continent, Pacific Islands Forum Secretariat, July 11-14 2022: <https://www.forumsec.org/wp-content/uploads/2022/08/PIFS-2050-Strategy-Blue-Pacific-Continent-WEB-5Aug2022.pdf>

³³ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

³⁴ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

³⁵ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

³⁶ Désigne les Pays et Territoires d'Océanie : Epeli HAU'OFA, *Our Sea of Islands*, The Contemporary Pacific, 1994.

³⁷ Darshana M. Baruah, Nitya Labh, *Understanding the Indo-Pacific - The Island Way*, Carnegie, March 28, 2023.

³⁸ Greg FRY, Tarcisius KABUTALAKA and Terence WESLEY-SMITH, *Partners in the Blue Pacific initiative rides roughshod over established regional processes*, Devpolicy blog, 5 July 2022.

³⁹ *Avenir de la filière du nickel en Nouvelle-Calédonie*, Inspection générale des Finances, juillet 2023.

causerait un licenciement considérable et discréditerait leurs promoteurs politiques. Emmanuel Macron a proposé⁴⁰ de réviser l'interdiction d'exporter le minerai brut, et d'investir massivement dans la décarbonation de la filière. Et ce, à condition que soit mis en place un solide projet, orienté vers la production de nickel-batterie en faveur du marché européen (transition verte). Plutôt que de continuer avec le ferronickel, destiné au marché déprécié de l'acier asiatique.

Encore faut-il que les négociations triparties (État, représentants indépendantistes et non-indépendantistes) sur l'avenir institutionnel du territoire, parviennent à transcender la paralysie née des points de désaccord (corps électoral, processus d'autodétermination). Il en va du maintien de la paix civile⁴¹. À défaut, si l'État venait à imposer son plan de résolution, cela risque bien de raviver la quasi-guerre civile⁴² des années 80. Auquel cas, l'onde de choc occasionnée touchera toute la région, y compris la Polynésie française, et par-delà. L'image de la France et de son ambitieuse stratégie indopacifique en ressortirait précarisée.

Conscients de ces enjeux, les représentants de l'exécutif national ne ménagent pas leurs efforts, comme en attestent les 8 échanges officiels depuis la tenue du référendum controversé⁴³ de décembre 2021. Quand un accord sera atteint, il restera à solidifier le tout par une révision constitutionnelle. Ce qui paraît pour le moment malaisé, en l'absence de majorité présidentielle au Congrès national. Le futur statut du territoire devra entre autres prendre en compte le fait que, le Forum des Îles du Pacifique traite de plus en plus de compétences régaliennes⁴⁴, tel le nexus entre la sécurité maritime et l'environnement-climat.

CONCLUSION

Alors que l'urgence climatique est localement priorisée, la France voudrait que ses capacités et moyens militaires déployés en Indo-Pacifique, notamment en Océanie, jouissent d'une « forte visibilité stratégique⁴⁵ » à l'international. Une manière de se parer d'une certaine crédibilité au regard des puissances régionales, mais qui ne correspond pas toujours aux

⁴⁰ Discours du Président de la République à Nouméa, Élysée, 26 juillet 2023.

⁴¹ Observée par la Mission régionale d'assistance à la Nouvelle-Calédonie (MRANC) sous la conduite de l'Australie, lors des deux premières consultations référendaires (2018-2020).

⁴² Période d'état d'urgence marquée par des affrontements mortels autour de la question déjà prévalente du statut institutionnel de la Nouvelle-Calédonie vis-à-vis de la France.

⁴³ Consultation boycottée par les partisans de l'indépendance calédonienne, en vertu du deuil coutumier résultant de la pandémie à la covid-19. Sa date a été néanmoins maintenue par l'État et son résultat validé par le Conseil d'État.

⁴⁴ Propos recueillis pendant la visite de terrain.

⁴⁵ *Rapport d'information sur les enjeux de défense en Indo-Pacifique*, Assemblée nationale, 17 février 2022.

préoccupations locales. Dans les faits, la réappropriation d'un narratif océanien⁴⁶ et le thème de l'appartenance à la « famille du Pacifique », passeraient dans les îles pour du « blue washing », si en fin de compte les intérêts de sécurité du Pacifique Bleu s'avéraient marginalisés, au profit de ceux d'États continentaux : recherche de capacités de projection, verrouillage d'un assistantat sécuritaire...

De toute évidence la résilience à l'insécurité humaine et environnementale réside dans le développement⁴⁷ durable, englobant l'adaptation préventive au changement climatique. Ce qui sort en principe du champ des armées⁴⁸, au risque de cannibaliser les crédits alloués aux acteurs traditionnels (Expertise France, France Volontaires, etc.). Par ailleurs, si Paris prétend ériger l'archipel calédonien en « pôle de sécurité environnementale et maritime⁴⁹ » au sein de l'« arc de crise mélanésien », il est impératif d'en garantir la sécurité économique.

Le prochain Sommet France-Océanie⁵⁰ sera l'occasion de mesurer la force de proposition française et sa capacité à construire de la sécurité pour la région : sur les questions environnementales, avec la mise en place d'aires marines protégées en haute mer, mais aussi sur la coopération humanitaire avec la création d'un centre mélanésien/océanien de coordination HADR⁵¹, en veillant à inclure diverses participations dont celle de la Chine.

⁴⁶ Christian Lechervy, *La place des Outre-mer océaniens dans la politique Indo-Pacifique de la France*, Revue Défense nationale, n°823, 2019/8.

⁴⁷ James Charbin, *The Case for Development Diplomacy in a Militarized Pacific*, The Diplomat, October 13, 2023

⁴⁸ Bastien Alex, *Sécurisation du climat, climatisation de la défense - des dynamiques complémentaires*, Les Champs de Mars, 2022/2

⁴⁹ Marianne Péron-Doise, *Emmanuel Macron en Indo-Océanie : vers une diplomatie insulaire et climatique ?* The Conversation, 20 août 2023

⁵⁰ Sommet qui pourrait se tenir dans l'intermède des Sommets États-Unis-FIP, durant l'année électorale de 2024.

⁵¹ Joanne Wallis & AI, *Mapping security cooperation in the Pacific islands*, Research Report, 2021

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.